



Eire Eco

Mars 2021 – N°61

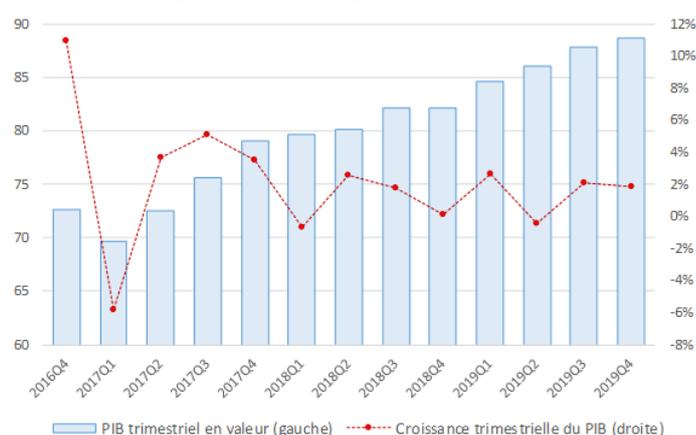
© DG Trésor – Service économique de Dublin

MACROECONOMIE

Croissance trimestrielle et annuelle du PIB – La première estimation du PIB pour 2019 publiée par le CSO (homologue irlandais de l'INSEE) fait état d'une croissance annuelle de **+5,5%** (après +8,2% en 2018). La croissance est ainsi révisée à la baisse par rapport à la précédente estimation du ministère des finances (+6,3%) mais en ligne avec celle de la Commission (+5,7%). Le PIB irlandais s'établit à 339 Mds€ en 2019.

Les principaux facteurs de la croissance en 2019 sont les exportations (+11,1%), la consommation des ménages (+2,8%) et la consommation des administrations publiques (+5,6%). L'investissement total progresse de +94,1% en raison des actifs incorporels (+70 Mds€); les importations étant augmentées dans les mêmes proportions, l'impact sur le PIB est neutre. Les investissements en machinerie et équipements enregistrent une baisse de -12,3% en raison d'une diminution du leasing aéronautique (-2,2 Mds€).

Evolution trimestrielle du PIB irlandais
En milliards d'euros (gauche) et pourcentage (droite)



Source: CSO

Le PIB du secteur de l'information et de la communication a connu une croissance de +18,5% en 2019 et s'établit à plus de 45 Mds€. Le secteur dominé par les activités de leasing aéronautique a crû de +4,2% tout comme le secteur de la construction de +5,8%, le secteur agricole de +24,3% et l'industrie (sauf construction) de +4,0%. Seul le secteur du divertissement enregistre une baisse de -0,9%. La croissance du PIB au T4 2018 s'établit à **+1,8%**, soit la plus élevée au sein de l'UE.

Selon le premier bulletin trimestriel de la Banque Centrale d'Irlande (CBI) publié en 2020, la croissance réelle pour 2019 est estimée à +6,1 %, soit en augmentation de 0,4 point de pourcentage par rapport à la précédente estimation. Les prévisions pour 2020 et 2021 ont été elles aussi réévaluées à la hausse, s'établissant respectivement à +4,8 % et +4,2 % (contre +4,3% et +3,9%). La croissance de la demande intérieure est quant à elle estimée à +4 % pour 2019, +3,75 % pour 2020 et +3 % pour 2021. L'économie irlandaise continue donc de croître à un rythme soutenu, en raison notamment des distorsions induites par l'activité des multinationales en matière d'exportations. La CBI souligne par ailleurs le risque de surchauffe pesant sur l'économie irlandaise, appelant le prochain gouvernement à ne pas promettre des dépenses publiques trop importantes. L'inflation (HICP) devrait s'établir à +0,9% en 2019, 1,4% en 2020 et 1,8% en 2021. A noter que les estimations de la CBI, publiées en février, ne prennent pas en compte l'impact du coronavirus.

Prévisions de croissance	2019	2020	2021
Ministère des Finances irlandais	5,5%	3,9%	3,0%
Banque Centrale d'Irlande	6,1%	4,8%	4,2%
Commission Européenne	5,7%	3,6%	3,2%
OCDE	5,6%	3,3%	3,0%
Ibect	5,8%	3,7%	3,0%

Selon son rapport annuel à l'attention du gouvernement irlandais, l'agence de notation Moody's prévoit une croissance de +3,3% pour 2020 et +3,0% pour 2021, précisant que le *Brexit* reste le principal risque extérieur pour

l'économie irlandaise. Malgré la résilience considérable dont a fait preuve l'Irlande durant la dernière décennie, le rapport note que le pays reste sujet à un haut degré de volatilité en raison de la présence des multinationales et de son intégration dans les chaînes de valeur. Le rapport aborde également la question de la réunification de l'île d'Irlande, dans un contexte *Brexit* et élections générales ayant remis sur la table la question d'un référendum. L'agence de notation reste prudente et souligne les difficultés que représenterait une convergence économique entre les deux régions ainsi que les risques d'une réunification en matière de stabilité financière et budgétaire, sans pour autant les quantifier.

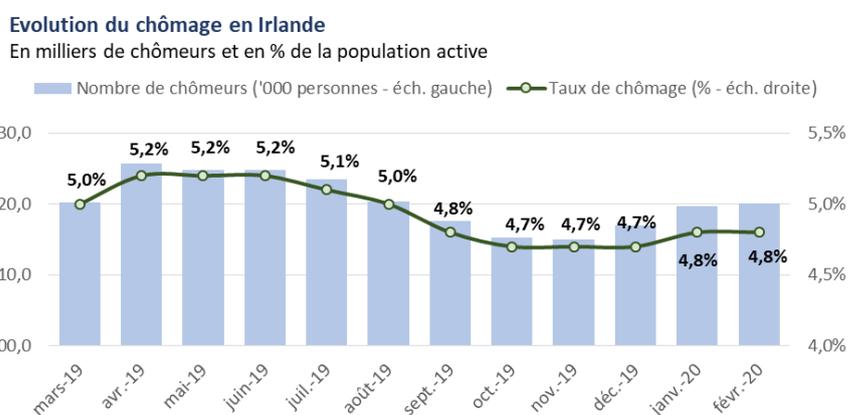
Activité économique – L'activité dans le secteur manufacturier irlandais continue de croître au mois de février 2020, à un rythme légèrement plus faible. L'indice PMI manufacturier irlandais s'établit à 51,2 en février 2020, enregistrant une diminution marginale de 0,2 point en comparaison au chiffre du mois précédent (51,4). Le PMI irlandais demeure supérieur au PMI manufacturier de la zone euro dont le score s'établit à 49,2 pour le mois de février 2020, mais devient inférieur à celui du Royaume-Uni (51,7).



Selon les entreprises sondées, leur activité a continué de se développer au mois de février 2020 principalement grâce à une augmentation des nouvelles commandes. Cependant, les entreprises ont souligné que le secteur manufacturier irlandais allait faire face à des défis majeurs dans les mois à venir notamment en raison du coronavirus et de son impact sur les chaînes de production ainsi que du Brexit et de l'incertitude politique à la suite des élections générales du 8 février. Malgré une baisse, la confiance des entreprises du secteur manufacturier en février 2020 reste supérieure à celle observée durant le second semestre 2019.

Le PMI des services enregistre une hausse pour le quatrième mois consécutif et s'établit à 59,9 au mois de février 2020, soit 3,0 points de plus que le mois précédent (56,9 en janvier 2020) et son niveau le plus élevé depuis décembre 2017. Les entreprises sondées ont notamment rapporté un rebond des commandes sur le marché national ainsi qu'à l'exportation. Des pressions inflationnistes pourraient apparaître dans les prochains mois, même si l'augmentation du prix des intrants indiquée par les entreprises n'a pour le moment pas été reportée sur le prix des services, suggérant une contrainte portée sur les marges. La confiance des entreprises du secteur des services quant au développement de leur activité sur les douze prochains mois enregistre une baisse, en raison des inquiétudes autour du coronavirus.

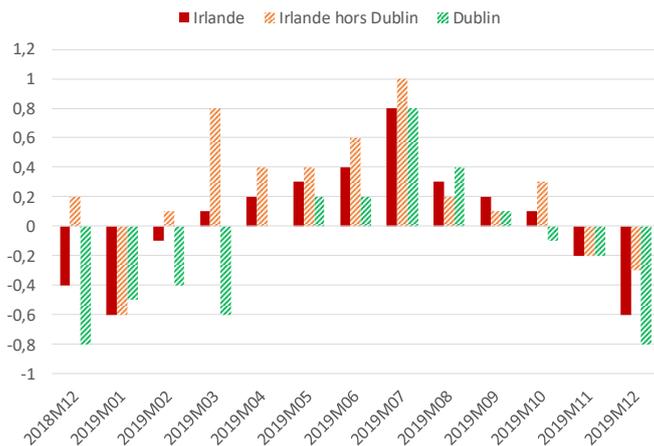
Chômage – Le taux de chômage se maintient sous la barre des 5% en Irlande. Le taux de chômage s'établit ainsi à 4,8 % corrigé des variations saisonnières (cvs) au mois de février 2020 (contre 4,8 % en janvier 2020). Le nombre de chômeurs (cvs) s'établissait à 120 100 en février 2020, soit 400 de plus qu'en janvier 2020 et 200 de plus qu'en février 2019. Le taux de chômage des jeunes s'établit à 11,4 % en février 2020, contre 11,5 % en janvier 2020. Selon le ministère des Finances, l'économie irlandaise opère actuellement à un niveau proche, voire au plein emploi.



La parution du Labour Force Survey mi-février (publication trimestrielle du CSO traitant des évolutions du marché de l'emploi) souligne le rythme toujours soutenu de croissance de l'emploi en Irlande. En effet, le niveau total d'emploi a augmenté de +1,3 % au quatrième trimestre 2019 (en glissement trimestriel, corrigé des variations saisonnières). En glissement annuel, le niveau total d'emploi est en hausse de +3,5 % au quatrième trimestre 2019). La population totale active s'établit à 2,47M de personnes, en hausse de +2,6 % en glissement annuel, alors que le taux de participation a atteint son niveau le plus élevé depuis 2010, à 62,6%. La croissance de l'emploi est soutenue par l'accroissement de la population âgée de plus de 15 ans ainsi que par des flux migratoires favorables.

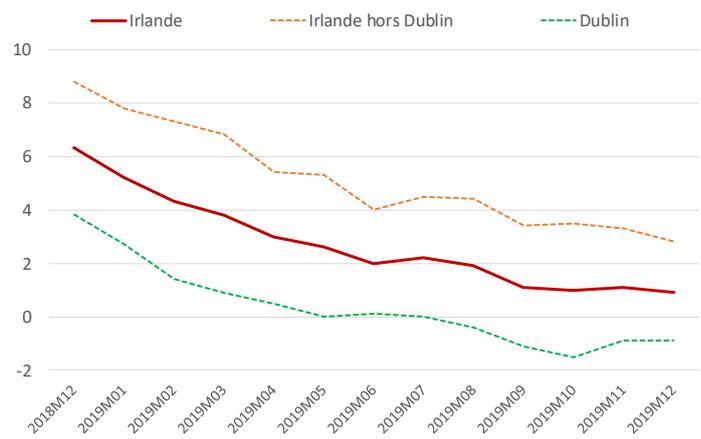
Immobilier – Selon les variations exprimées en glissement mensuel, les prix de l’immobilier à l’échelle nationale ont enregistré une diminution au mois de décembre 2019, dans la continuité du mois de novembre 2019. A Dublin,

Evolution mensuelle des prix de l’immobilier en Irlande (en glissement mensuel)
En pourcentage



Source: CSO

Evolution mensuelle des prix de l’immobilier en Irlande (en glissement annuel)
En pourcentage



Source: CSO

les prix de l’immobilier à l’achat sont en baisse (-0,8 % g.m) au mois de décembre 2019, tout comme le mois précédent (-0,2 % g.m). Hors Dublin, les prix de l’immobilier enregistrent eux aussi une diminution, pour le deuxième mois consécutif (-0,3 % en décembre 2019, contre -0,2 % le mois précédent).

LE CHIFFRE DU MOIS

0,4

Il s’agit des dépenses du gouvernement consacrées à la protection de l’environnement exprimée en pourcentage du PIB. L’Irlande se positionne ainsi parmi les cinq pays de l’Union Européenne dont les dépenses consacrées à la protection de l’environnement sont les plus faibles, derrière : la Finlande (0,2%), Chypre (0,3%), la Lituanie (0,3%) et le Danemark (0,4%). Les trois pays de l’UE dont les dépenses gouvernementales associées à la lutte contre le changement climatique sont les plus élevées se trouvent être : les Pays-Bas (1,4%), la Grèce (1,3%) et la Belgique (1,3%). La France quant à elle se positionne à la 5ème place avec des dépenses consacrées à la protection de l’environnement s’élevant à 1,0%.

(Voir graphique plus bas)

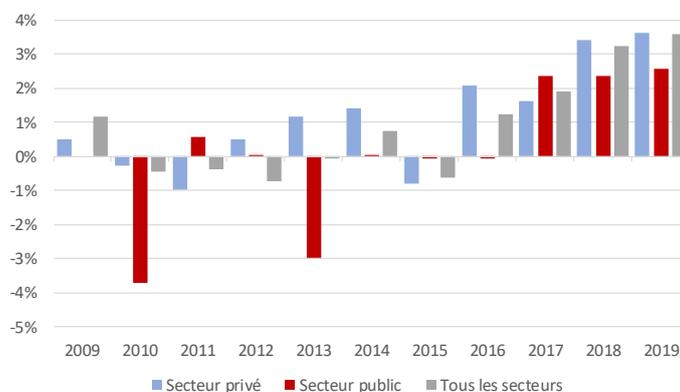
Le second graphique présente les variations en glissement annuel des prix immobiliers. La croissance des prix de l’immobilier sur l’ensemble du territoire hors Dublin diminue alors que les prix de l’immobilier continuent de diminuer à Dublin, pour le cinquième mois consécutif. La variation des prix de l’immobilier à Dublin s’établit à -0,9 % en décembre 2019 contre -0,9 % en novembre 2019 et -1,5 % en octobre 2019 (g.a.). En parallèle, la croissance des prix de l’immobilier hors Dublin s’établit à +2,8 % en décembre 2019 contre +3,3 % le mois précédent (g.a.).

Secteur de la construction – Selon les données du CSO, le nombre de logements construits en 2019 a atteint son niveau le plus élevé de la décennie. Au total, l’Irlande a vu la construction de 21 241 nouveaux logements en 2019, contre 17 952 en 2018, soit une augmentation de +18,3 %. 6 450 nouveaux logements ont été construits au quatrième trimestre 2019, soit environ 30% du total en 2019. Ce chiffre encourageant reste cependant inférieur au nombre de nouveaux logements à construire chaque année, afin de satisfaire la demande, estimé par la Banque Centrale d’Irlande (34 000).

Selon la fédération du secteur de la construction irlandais (*Construction Industry Federation*), environ 8 500 des nouveaux logements construits en 2019 ont été mis à la vente, 4 392 ayant été acquis par l’Etat pour du logement social, 3 460 acquis par des fonds d’investissement et 5 068 ayant été construits à la demande de futurs propriétaires.

Salaires – Les salaires continuent de progresser en Irlande, dans le secteur privé tout comme dans le secteur public. Le salaire hebdomadaire moyen s’établit à 783,62 € tout secteur confondu, en hausse de +3,49 % au quatrième trimestre 2019 (au T3 2019, la croissance s’était établie à +3,55 % en g.a.). Le salaire horaire moyen a augmenté de +3,60 % en g.a., à 24,17 €. La croissance des salaires moyens hebdomadaires dans le secteur public s’établit à +2,74 % (en g.a.) au quatrième trimestre 2019, plus modérée que la croissance de ces mêmes salaires dans le secteur privé (+3,46 % en g.a.). Le niveau des salaires moyens hebdomadaires reste cependant bien plus élevé dans le secteur public (988,01 €) que dans le secteur privé (722,81 €).

Variation annuelle du salaire horaire moyen par secteur (%)



Source: CSO

FINANCES PUBLIQUES

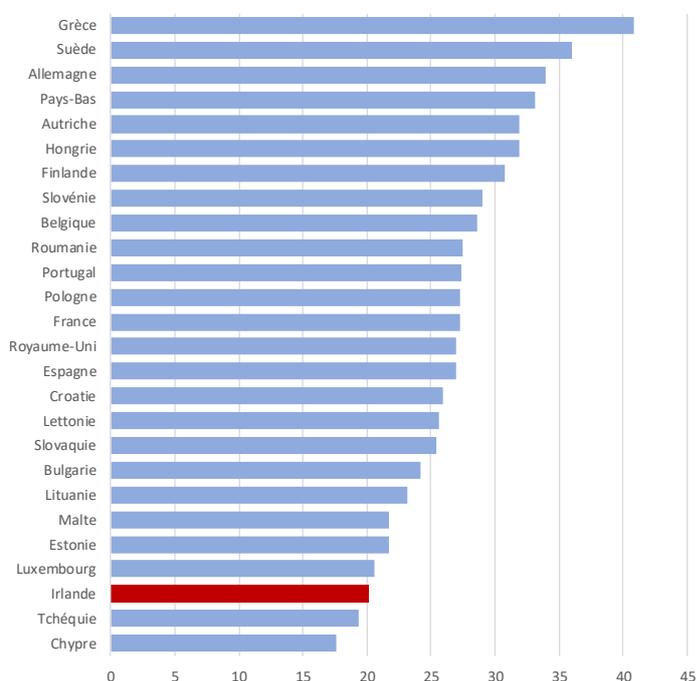
Exchequer – Les recettes totales sur les deux premiers mois de l’année 2020 ont été estimées à environ +3,2 % au-dessus du montant cible mensuel principalement en raison de l’impôt sur les sociétés (+ 314M€) et de la TVA (+119M€). Elles sont supérieures de +13,8 % (glissement annuel) à celles de 2019, principalement du fait de l’impôt sur les sociétés (+242,8%), l’impôt sur le revenu (+14,6 %) et des frais de mutation (+19,9 %). Les droits de douane ont connu quant à eux une baisse substantielle de -24,1 % en glissement annuel.

Les recettes générées par l’impôt sur les sociétés (IS) au mois de février ont dépassé de +206,5 % le montant cible mensuel (non cumulé). En glissement annuel, les recettes totales cumulées issues de l’IS sont supérieures de +242,8 % aux recettes observées en 2019 à la même période. En isolant les résultats du mois de février, les chiffres du ministère des Finances irlandais font état d’une augmentation de +71,6 % des recettes d’IS (glissement annuel). Il est cependant trop tôt pour dire si les recettes des deux premiers mois, qui ont correspondu à moins de 2% du total des recettes de l’IS en 2019, seront représentatives de la dynamique pour l’année 2020.

Les dépenses du gouvernement central sur les deux premiers mois de l’année 2020 ont dépassé les plafonds inscrits dans le Budget 2020. Les dépenses courantes se sont établies à 10,5 Mds€, soit +1,1 % au-dessus des limites budgétaires et en augmentation de +2,5 % (glissement annuel).

Charge fiscale – Selon des données expérimentales publiées par l’institut européen de la statistique Eurostat, la charge fiscale du ménage médian en Irlande serait une des plus faibles de l’Union Européenne (20,2% du revenu brut disponible en 2015). L’institut a aussi mis à disposition ce même chiffre par quintile du revenu brut disponible, nuanciant la réalité du système redistributif irlandais. En effet, la charge fiscale du ménage médian pour le premier quintile (les plus faibles revenus) est de 12,1% du revenu brut disponible, alors qu’elle est de 33,4% pour le ménage médian du 5ème quintile (les plus hauts revenus). A titre de comparaison, le Luxembourg, souvent comparé à l’Irlande en matière de modèle économique, affiche une charge fiscale du ménage médian de 20,6%, soit très proche du chiffre irlandais. Or, la charge fiscale du ménage médian pour le 1er quintile au Luxembourg est de 23,4%, contre 18,1% pour le ménage médian du 5ème quintile. Ces chiffres semblent confirmer la progressivité du système redistributif irlandais, idée notamment avancée début 2020 par le *think-tank* irlandais ESRI (*Economic and Social Research Institute*).

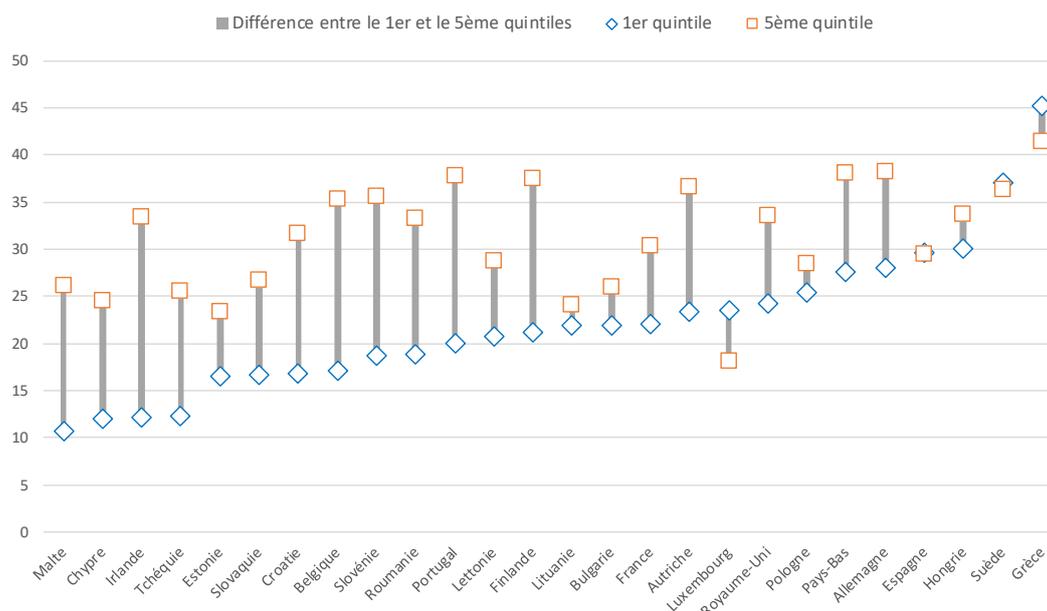
Charge fiscale par pays de l’Union Européenne en 2015
En % du revenu brut disponible, ménage médian (distribution totale)



Notes: données non disponibles pour le Danemark et l’Italie
Source: Eurostat (données expérimentales)

Charge fiscale: part du revenu brut des ménages consacrée aux taxes directes et indirectes au sein de l'UE en 2015

En % du revenu brut disponible, ménage médian pour chaque quintile



Note: données non disponibles pour le Danemark et l'Italie

Source: Eurostat (données expérimentales), calculs SE

Discours de Pascal Donohoe – Lors d'un discours auprès des membres d'une des deux principales associations de comptables en Irlande, Pascal Donohoe, ministre des Finances intérimaire depuis les élections générales du 8 février, a mis l'accent sur le risque de surchauffe pesant à moyen-terme sur l'économie irlandaise. Au-delà de traduire le risque par les chiffres récents de croissance des salaires et de chômage, il a souligné l'importance de la matérialisation d'un excédent budgétaire pour les années à venir afin de conserver le rôle de stabilisation de la politique budgétaire, d'agir en prévention des risques et de se préparer à une réduction significative des recettes de l'impôt sur les sociétés. Discutant de la position européenne et internationale de l'Irlande post-Brexit, le ministre a souligné l'importance pour l'Irlande de trouver d'autres partenaires à la table des négociations de l'UE, citant notamment la ligue hanséatique (pays baltiques et Pays-Bas) comme substitut au RU. Le défi principal de l'Irlande à moyen-terme sera de conserver un haut niveau de stabilité afin de rester un lieu attractif pour le monde des affaires et les IDE.

SECTEUR BANCAIRE

Marché hypothécaire – Selon les données publiées par la fédération irlandaise des banques et des paiements (*Banking & Payments Federation Ireland*, BPF), le montant total des prêts hypothécaires accordés est en augmentation de +10,7 % en janvier 2020 (en glissement annuel). L'encours total des prêts hypothécaires accordés en janvier 2020 s'établit à 744 M€, dont 371 M€ pour des primo-accédants. L'encours total des prêts accordés aux primo-accédants en janvier 2020 est en augmentation de +13,6 % (glissement annuel).

Rapport annuel des banques irlandaises – Les résultats annuels des trois banques principales irlandaises (*Allied Irish Banks* – AIB, *Bank of Ireland* – BoI et *Permanent TSB* – PTSB) ont souligné les risques pesant sur la viabilité de leur modèle économique. Les profits agrégés avant impôts de BoI ont diminué de -19% en 2019 (s'établissant à 758M €), de même que ceux d'AIB enregistrant une baisse de -60% (à 499M€). Leurs marges nettes d'intérêt sont aussi en baisse : celle de BoI s'établit à 2,14% en 2019, après 2,2% en 2018, alors qu'AIB affiche une marge nette d'intérêt à 2,37% en 2019, après 2,47% en 2019. Afin de rétablir ses marges, AIB prévoit de supprimer 1 500 postes à l'horizon 2022, soit 16% de son nombre total d'employés. Pour mémoire, la banque a supprimé 500 postes en 2019 via le processus de départ volontaire. Le nombre total d'employés de BoI a chuté de -2% en 2019, s'établissant à 10 424.

Concernant les prêts non performants, BoI et AIB pourraient bientôt céder des portefeuilles de prêts hypothécaires, dans la lignée de PTSB ou Ulster Bank, malgré l'opposition de l'opinion publique quant à de telles transactions. BoI a réduit l'encours de prêts non performants dans son bilan de -1,5 Md€, le ramenant à 3,5Mds€. De son côté,

AIB enregistre une baisse de 3,3Mds€ de l'encours des prêts non performants, passant de 6,1Mds€ fin 2018 à 2,8Mds€ fin 2019.

INVESTISSEMENT ET COMPETITIVITE

Commerce extérieur 2019 – En 2019, les échanges commerciaux entre l'Irlande et le reste du monde ont atteint plus de 240 Mds €, en hausse de + 3,9% par rapport à 2018. Les exportations irlandaises de biens restent dominées par les produits chimiques et pharmaceutiques et enregistrent une augmentation de +8,5% sur l'année, s'établissant à 152 Mds € - un record historique. Les importations ont quant à elle diminué de -3,0%, s'établissant à 89 Mds €. Le solde commercial enregistre ainsi une hausse substantielle de + 30%, à +63 Mds €. Les Etats-Unis demeurent le principal client de l'Irlande, constituant 30,8% de ses exportations, alors que le Royaume-Uni se maintient comme son principal fournisseur, représentant 22,8% de ses importations. La France est le 3e fournisseur de l'Irlande avec près de 13,4% de part de marché et son 9e client. Elle demeure son premier déficit, à -6,6 Mds €, en raison principalement de la comptabilisation des acquisitions d'aéronefs par les sociétés de leasing.

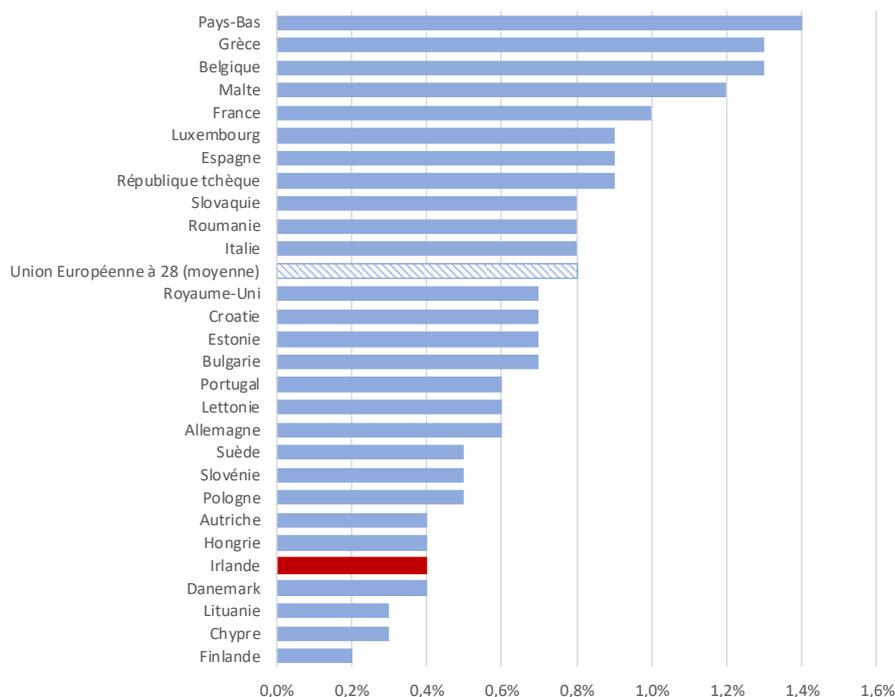
ELECTIONS GENERALES

Point d'étape - Après la session du parlement irlandais le 20 février (1ère session post élection), le gouvernement en place avant les élections a été nommé gouvernement intérimaire (« *care taker* ») par décision du Président de la République, et ce jusqu'à l'approbation d'un nouveau gouvernement par le parlement. Aucune norme ne restreint les compétences du gouvernement intérimaire. Dans l'intervalle, les tractations continuent entre les partis politiques pour former une coalition. Lors de la seconde session post élection, ayant eu lieu le jeudi 5 mars, les députés n'ont pas abordé la question du prochain gouvernement, maintenant le statuquo. La situation actuelle pourrait perdurer plusieurs mois. En 2016, le gouvernement a été formé en mai pour des élections au mois de février. Selon la banque irlandaise *Bank of Ireland*, l'incertitude politique nationale pourrait ralentir la croissance du pays.

*

Dépenses gouvernementales consacrées à la protection de l'environnement au sein de l'UE

En pourcentage du PIB



Source: Eurostat

Évolution des indicateurs macroéconomiques – tableau annuel

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Production										
PIB annuel à prix courants (en Md€)	167,7	170,8	175,1	179,7	194,8	262,8	271,7	297,1	324,0	343,2
<i>Croissance réelle (en %)</i>	1,8%	0,3%	0,2%	1,4%	8,6%	25,2%	3,7%	8,1%	8,2%	6,3%
Indice de production industrielle - m.a. (Base 100 = 2010)	100,0	99,6	98,1	95,9	117,9	158,9	159,9	156,3	155,5	
Valeur ajoutée brute (VAB) des multinationales (M€)	36 976	40 056	40 365	40 616	45 181	100 347	100 013	111 353	126 040	
<i>En % de la VAB totale</i>	24,3%	25,9%	25,5%	24,7%	25,3%	41,0%	39,4%	40,2%	41,6%	
Compte courant										
Exportations de marchandises (en Md€)	90,92	93,19	93,51	89,18	92,62	112,41	119,29	122,71	140,84	152,57
Importations de marchandises (en Md€)	48,69	53,04	56,18	55,79	62,16	70,11	74,24	79,27	90,18	89,19
Solde commercial (en Md€)	42,23	40,16	37,33	33,39	30,46	42,30	45,06	43,44	50,66	63,38
Balance courante (en % du PIB)	-1,2%	-1,6%	-3,4%	1,5%	1,1%	4,4%	-4,2%	0,49%	10,58%	
Evolution des prix										
Inflation CPI - moyenne annuelle (%)	-1,0%	2,6%	1,7%	0,5%	0,2%	-0,3%	0,0%	0,4%	0,5%	0,9%
Inflation CPI hors énergie - moyenne annuelle (%)	-1,9%	1,7%	0,8%	0,5%	0,4%	0,6%	0,7%	0,1%	0,1%	1,0%
Var. prix immobiliers - Irl. sauf Dublin (g.a au 31/12)	-14,3%	-19,2%	-9,2%	-1,5%	12,4%	10,7%	11,2%	12,7%	9,6%	2,8%
Var. prix immobiliers - Dublin (g.a au 31/12)	-14,4%	-19,9%	3,7%	13,9%	22,7%	3,9%	6,6%	11,7%	3,8%	-0,9%
Population										
Population	4 554 800	4 574 900	4 593 700	4 614 700	4 645 400	4 687 800	4 739 600	4 792 500	4 857 000	4 921 500
<i>Variation annuelle de la population (en %)</i>	0,5%	0,4%	0,4%	0,5%	0,7%	0,9%	1,1%	1,1%	1,3%	1,3%
Solde migratoire	-27 400	-27 300	-34 400	-33 100	-21 300	-11 600	3 100	19 800	34 000	33 700
Marché du travail										
Population active moyenne	2 184 900	2 165 825	2 153 825	2 163 350	2 156 825	2 167 200	2 193 125	2 352 300	2 417 000	2 326 900
<i>Variation annuelle de la population active (en %)</i>	-2,0%	-0,9%	-0,6%	0,4%	-0,3%	0,5%	1,2%	7,3%	2,8%	-3,7%
<i>Taux de participation</i>	60,7%	60,2%	59,9%	60,2%	60,0%	60,0%	61,9%	62,2%	62,6%	62,1%
Nombre de chômeurs moyen	302 675	316 750	316 000	282 200	242 925	203 625	173 100	156 377	135 508	120 577
<i>Taux de chômage moyen</i>	13,9%	14,6%	14,7%	13,0%	11,3%	9,4%	7,9%	6,7%	5,8%	5,0%
Nombre de personnes employées dans le secteur public	351 475	346 925	332 225	328 000	322 350	324 825	333 400	338 825	346 400	355 800
<i>En % du nombre d'emplois total</i>	18,7%	18,8%	18,1%	17,4%	16,8%	16,5%	16,5%	15,4%	15,2%	16,1%
Nombre de personnes employées par les multinationales	N/A	250 400	297 702	299 870	301 533	305 952	311 000	318 000		
<i>En % de l'emploi privé total</i>	N/A	16,7%	19,8%	19,3%	18,9%	18,7%	18,4%	17,1%		
Salaire annuel moyen (variation annuelle en %)	-2,3%	-0,6%	0,3%	-0,5%	-0,6%	1,4%	1,1%	1,7%	3,4%	3,6%
Revenu disponible brut des ménages (M€)	88 657	84 611	87 294	87 292	88 753	92 688	97 330	102 171		
<i>Variation annuelle du RDB des ménages (en %)</i>	-3,5%	-4,6%	3,2%	0,0%	1,7%	4,4%	5,0%	5,0%		
Consommation et investissement										
Consommation finale privée (variation annuelle en %)	0,7%	-1,0%	-0,9%	-0,7%	2,0%	4,2%	3,3%	1,9%	3,00%	
Formation brute de capital fixe (variation annuelle en %)	-14,9%	3,4%	16,4%	-3,7%	18,1%	27,9%	61,2%	-22,3%	10,10%	
Secteur financier										
Encours de dépôt total des ménages- (g.a.)	-4,6%	-3,5%	1,2%	-1,3%	0,3%	3,6%	2,5%	3,7%	4,5%	6,2%
Encours de crédit total aux ménages- (g.a.)	-7,1%	-15,2%	0,7%	-3,1%	-10,0%	-5,1%	-4,1%	1,9%	1,4%	0,7%
Encours de crédits hypothécaires- (g.a.)	-9,6%	-19,3%	5,7%	-1,9%	-6,0%	-1,6%	-4,6%	1,6%	1,4%	0,5%
Encours de crédit total aux SNF- (g.a.)	-36,3%	-4,8%	-4,5%	-5,6%	-24,2%	-22,1%	-9,6%	-2,4%	1,8%	-5,7%
Encours de crédit total - (g.a.)	-20,5%	-7,9%	-2,7%	-6,9%	-18,2%	-11,7%	-6,2%	0,6%	1,4%	-4,5%
Indice boursier ISEQ (moyenne annuelle)	2 896,8	2 825,8	3 205,4	4 090,4	4 892,0	6 258,3	6 167,7	6 781,4	6 557,7	6 305,5
Gouvernement										
Dépenses publiques (en Md€)	109,2	79,7	73,7	72,6	73,1	76,0	75,4	77,5	82,2	85,7
Déficit/excédent public (en Md€)	-53,8	-21,9	-14,2	-11,1	-7,1	-5,1	-1,9	-0,9	0,17	0,67
<i>En % du PIB</i>	-32,1%	-12,8%	-8,1%	-6,2%	-3,6%	-1,9%	-0,7%	-0,2%	0,0%	0,7%
<i>En % des recettes publiques</i>	-97,1%	-38,0%	-23,8%	-18,0%	-10,8%	-7,2%	-2,6%	-1,2%	0,2%	0,8%
Dettes publiques (en Md€)	144,2	189,7	210,0	215,4	203,4	201,7	200,7	201,4	206,0	203,6
<i>En % du PIB</i>	86,0%	111,1%	119,9%	119,9%	104,4%	76,7%	73,9%	67,8%	63,6%	59,3%
<i>En % des recettes publiques</i>	260,4%	328,5%	352,9%	350,1%	308,0%	284,5%	273,1%	263,0%	250,2%	235,7%
Politique énergétique										
Mix énergétique (besoins en énergie primaire) :										
<i>Charbon</i>	8,4%	9,1%	11,1%	9,9%	9,5%	10,3%	9,5%	7,6%	5,0%	
<i>Tourbe</i>	5,0%	5,5%	5,7%	5,4%	5,8%	5,5%	5,1%	4,8%	5,0%	
<i>Pétrole</i>	49,6%	49,2%	46,4%	47,2%	47,1%	48,0%	48,0%	48,0%	49,0%	
<i>Gaz naturel</i>	31,9%	29,8%	30,0%	28,8%	28,0%	27,1%	29,4%	29,8%	31,0%	
Energies renouvelables	4,7%	6,0%	6,2%	6,8%	7,7%	8,3%	8,0%	9,3%	10,0%	
<i>Autres (déchets, importations d'électricité)</i>	0,3%	0,4%	0,6%	1,9%	1,9%	0,9%	0,1%	0,5%	1,0%	
Dépendance de l'approvisionnement aux importations	86,2%	87,8%	84,8%	89,3%	85,2%	88,0%	69,0%	66,0%		

Évolution des indicateurs macroéconomiques – tableau mensuel

	mars-19	avr-19	mai-19	juin-19	juil-19	août-19	sept-19	oct-19	nov-19	déc-19	janv-20	févr-20
Production												
PIB trimestriel à prix courants (en Md€)	84,15			84,10			85,51					
<i>Croissance réelle (% g.a.)</i>	7,57%			5,13%			4,95%					
Indice de production industrielle (AVS, Base 100 = 2015)	94,6	98,9	98	93,6	98,6	97,3	105,1	108,9	95,1	89,4	94,5	
<i>Indice de production industrielle - secteur "traditionnel"</i>	113,3	112,3	112,3	109,3	113,4	111	111,4	114,4	112,4	107	122,3	
<i>Indice de production industrielle - secteur "moderne"</i>	85,2	93,9	93,7	83,7	92,1	93,6	111,7	112,7	91,7	81,6	92,7	
Purchasing Managers Index - Manufacturing	53,9	52,5	50,4	49,8	48,7	48,6	48,7	50,7	49,7	49,5	51,4	51,2
Purchasing Managers Index - Services	55,3	54,7	57,0	56,9	55	54,6	53,1	50,6	53,7	55,9	56,9	59,9
Purchasing Managers Index - Construction	55,9	56,6	54,9	53,1	51,4	53,7	48,3	46,2	48,2	52,0	50,9	50,6
Compte courant												
Importations de marchandises (en Md€)	7,3	7,4	7,1	7,2	7,8	7,6	7,2	8,0	7,5	7,8		
Exportations de marchandises (en Md€)	10,9	12,7	13,4	11,5	13,9	12,1	12,8	14,3	12,1	12,6		
Solde commercial (en Md€)	3,6	5,3	6,3	4,3	6,1	4,5	5,6	6,4	4,6	4,9		
Balance courante trimestrielle (en Md€)	10,99			-26,54			11,16					
Balance courante trimestrielle (en % du PIB)	8,6%			8,5%			8,4%					
Evolution des prix												
Inflation CPI (% MoM)	0,8%	0,4%	-0,1%	0,2%	-0,2%	0,5%	-0,2%	-0,3%	-0,1%	0,2%	-0,7%	
Var. mensuelle des prix immobiliers - Irlande sauf Dublin (%)	0,8%	0,4%	0,4%	0,6%	1,0%	0,2%	0,1%	0,3%	-0,2%	-0,3%		
Var. mensuelle des prix immobiliers - Dublin (%)	-0,6%	0,0%	0,2%	0,2%	0,8%	0,4%	0,1%	-0,1%	-0,2%	-0,8%		
Var. mensuelle des loyers dans le parc privé (%)	0,4%	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%	0,6%	1,1%	0,2%	0,0%	0,0%	-0,1%	
Marché du travail												
Nombre de chômeurs	120,2	125,7	124,8	124,8	123,5	120,4	117,6	115,3	115,0	117,0	119,7	120,1
<i>Taux de chômage global</i>	5,0%	5,2%	5,2%	5,2%	5,1%	5,0%	4,8%	4,7%	4,7%	4,7%	4,8%	4,8%
<i>Taux de chômage des jeunes</i>	12,9%	13,7%	13,9%	13,6%	12,9%	12,2%	11,7%	11,0%	10,9%	11,2%	11,5%	11,4%
Salaire horaire moyen (var YoY, 4T roulants, en %)	2,8%			3,3%			4,0%			3,6%		
Consommation et investissement												
Conso finale privée (variation trimestrielle en %)	1,1%			0,7%			0,9%					
Investissement (variation trimestrielle en %)	-23,4%			164,7%			-55,3%					
Indice de la vente au détail (var. vol. en g.a. %)	5,1%	4,5%	0,5%	-0,3%	-4,5%	2,0%	3,8%	3,9%	1,9%	6,1%	3,7%	
<i>Indice de la vente au détail hors auto. (var. vol. en g.a. %)</i>	7,8%	6,2%	2,8%	1,8%	4,0%	3,9%	4,3%	3,7%	2,1%	5,5%	2,9%	
<i>Indice de la vente au détail - auto (var. vol. en g.a. %)</i>	3,2%	-2,8%	-3,7%	-6,0%	-16,3%	-2,8%	3,3%	3,8%	1,0%	10,5%	4,4%	
Secteur financier												
Encours de dépôt tot des ménages- (var. mensuelle en %)	1,0%	0,4%	0,7%	0,7%	0,6%	0,6%	0,2%	0,9%	0,0%	0,2%	0,9%	
Encours de dépôt total (var. mensuelle en %)	1,2%	1,1%	1,3%	0,7%	1,9%	0,2%	0,5%	2,3%	-0,8%	3,0%	1,4%	
Encours de crédit aux ménages- (var. mensuelle en %)	-0,2%	-0,3%	0,1%	0,2%	0,3%	1,2%	0,6%	-0,2%	0,4%	0,1%	-0,2%	
Encours de crédit hypothécaires- (var. mensuelle en %)	0,0%	-0,5%	0,1%	0,2%	0,1%	1,5%	0,5%	-0,1%	0,5%	0,1%	-0,1%	
Encours de crédit aux SNF- (var. mensuelle en %)	-1,6%	-0,4%	2,1%	0,4%	-1,0%	-1,0%	0,1%	-1,3%	-0,2%	-2,9%	-1,2%	
Indice boursier ISEQ (fin de période)	6 138,7	6 455,2	6 079,6	6 152,6	6 111,1	5 879,4	6 244,4	6 540,3	6 998,1	7 183,4	6 998,2	
Taux de rendement des obligations d'Etat à 10 ans (fdp)	0,836%	0,566%	0,524%	0,286%	0,062%	-0,023%	-0,059%	-0,002%	0,046%	0,008%	0,056%	-0,087%

Sources: CSO, Central Bank of Ireland, Department of Finance, Davy, Merrion Capital, IBEC, Department of Energy, Eurostat, Markit (PMI), CBI, ESRI, Investec, EPA, BPIFI

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Dublin (adresser les demandes à Dublin@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : Service Économique de Dublin
Adresse : 66 Fitzwilliam Lane, Dublin 2

Rédigé par : Justine FELIU
Revu par : Paul DE VOS

Version du 10/02/2020